

# Revenus des ménages

*Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé à un rythme soutenu en 1999 (+2,6% en moyenne annuelle). Il a légèrement ralenti par rapport à l'année précédente (+2,9% en 1998) sous l'effet de revenus d'activité un peu moins dynamiques et de la forte croissance des impôts directs. Au premier semestre de 2000, le revenu disponible brut des ménages bénéficierait du dynamisme de l'activité, et de la progression toujours forte de l'emploi. Le pouvoir d'achat continuerait de progresser à un rythme annuel voisin de 2,5% en ce début 2000.*

## Maintien de la croissance du revenu disponible brut

Sur l'ensemble de l'année 1999, le fléchissement de l'activité économique a entraîné un léger ralentissement des revenus des non-salariés, mais les salaires bruts sont restés en forte progression. Les prestations sociales et les revenus financiers ont nettement accéléré. Les impôts directs, liés au fort dynamisme des revenus en 1998, ont connu une croissance élevée. Globalement, le revenu disponible brut des ménages a donc enregistré un ralentissement en 1999. Il pro-

gresse de +3,4% en moyenne annuelle, après +3,7% en 1998. Le pouvoir d'achat du revenu a subi un fléchissement analogue (+2,6% en moyenne annuelle, après +2,9% en 1998).

Au premier semestre de 2000 la masse salariale brute progresserait à un rythme aussi soutenu que durant l'année 1999 (environ 4% en termes annualisés), toujours grâce au dynamisme de l'emploi. Les revenus des non-salariés accéléreraient. Au total, le revenu disponible brut des ménages croîtrait au même rythme qu'au second semestre de 1999.

## Accélération des revenus d'activité

Les revenus d'activité sont restés dynamiques en 1999 (+3,4% en moyenne annuelle, après +3,8% en 1998), malgré le léger ralentissement qui a touché les revenus des entrepreneurs individuels. Ils ont principalement été soutenus par la masse salariale reçue par les ménages grâce à un emploi particulièrement dynamique.

## REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.						
Salaires bruts (58%)	2,0	1,8	2,0	2,0	2,2	3,4	3,9	4,0	2,8	3,9	3,9
Prestations sociales en espèces (32%)	1,2	2,1	1,7	1,0	1,1	3,7	3,3	2,7	3,1	2,8	3,5
Excédent brut d'exploitation (25%)	1,8	1,0	1,1	1,6	2,3	3,7	2,8	2,7	2,7	3,5	3,5
Revenus de la propriété (12%)	3,7	4,5	4,8	4,0	3,7	6,4	8,4	9,0	5,1	7,4	9,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23%)	3,7	4,6	0,0	2,3	2,9	1,0	8,4	2,3	2,4	4,3	6,0
dont : Cotisations des salariés (-10%)	-21,4	1,9	2,3	1,6	2,2	-2,1	-19,9	3,9	-2,8	-20,5	4,5
Cotisations des non salariés (-2%)	-28,6	10,4	-4,9	11,1	-5,2	-4,2	-21,2	5,7	-0,1	-24,8	4,6
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-11 %)	34,8	5,4	-0,7	1,7	4,3	5,6	42,1	1,0	8,4	33,7	7,1
<b>Revenu disponible brut (100 %)</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>4,5</b>	<b>2,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,3	0,2	0,6	0,5	0,6	1,3	0,4	1,2	1,4	0,7	0,8
Pouvoir d'achat du RDB	1,2	1,1	1,8	1,1	1,3	3,1	2,4	2,9	1,8	2,9	2,6

■ Prévission

NR : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997.

Sur le champ des SNF-EI (sociétés non-financières et entreprises individuelles), la hausse de la masse salariale est proche de 4% en moyenne annuelle en 1999, comme en 1998. Les créations d'emplois ont encore été importantes : l'emploi salarié dans le secteur des SNF-EI a progressé de +2,1% en moyenne annuelle en 1999, après +2,0% en 1998. Dans ce même secteur, le salaire moyen par tête enregistré en 1999 une progression de l'ordre de 2,0%. Dans la Fonction publique, la masse salariale versée est restée dynamique en 1999 (+3,5% en moyenne annuelle, après +3,7% en 1998), sous l'effet de la création de nombreux emplois jeunes ainsi que des revalorisations successives de l'indice de traitement brut de la Fonction publique (+0,8% au 1<sup>er</sup> avril et +1,2% au 1<sup>er</sup> novembre). Le dynamisme des revenus salariaux est venu compenser le ralentissement des revenus des non-salariés. Ces derniers ont en effet davantage subi le ralentissement de l'activité du début de l'année 1999. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresse en 1999 de +1,1%, après +3,2% en 1998.

Au premier semestre de 2000, le maintien d'un rythme de croissance soutenu de l'activité permettrait une accélération des revenus des non-salariés. L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait sur un rythme annualisé proche de 6% (après 4% à la fin du second semestre de 1999). D'autre part, les revenus salariaux continueraient de progresser vivement grâce à un emploi toujours très dynamique. La masse salariale des SNF-EI progresserait à un rythme un peu inférieur à 5% à la fin du premier semestre comme à la fin du semestre précédent, avec un effectif salarié en progression de 3% environ et un rythme de croissance des salaires quasi-stable et proche de 2%. En revan-

che, la masse salariale versée par les administrations publiques connaîtrait une légère décélération sur l'année 2000 (+3,0% en moyenne annuelle, après +3,5% en 1999). Globalement les revenus d'activités s'installeraient sur un rythme annuel proche de 4,5% à la fin du premier semestre de 2000 (après 3,5% à la fin du second semestre de 1999).

### Modération des prestations sociales en début 2000

Les prestations sociales en espèces ont fortement accéléré en 1999 (+3,5% en moyenne annuelle, après +2,8% en 1998).

La branche famille est la principale responsable de cette forte progression. En effet, la suppression de la mise sous condition de ressources des allocations familiales au 1<sup>er</sup> janvier 1999 a entraîné une croissance des prestations familiales de 4,1% l'année dernière, après la baisse de 0,4% enregistrée en 1998. Cette augmentation des versements est compensée par la baisse du plafond du quotient familial. Globalement, cette mesure n'a donc pas eu d'impact important sur le revenu des ménages.

La branche chômage a également vu ses versements fortement progresser en 1999 (+3,0% en moyenne annuelle, après +2,3% en 1998), en dépit de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Cette augmentation résulte de la reconduction de l'ARPE (Allocation de Remplacement Pour l'Emploi) et du vieillissement de la population indemnisée.

## LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.						
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,3</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>3,5</b>
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	1,1	1,9	1,8	0,1	1,7	5,4	3,0	1,9	4,3	2,8	3,2
<i>dont : Versés par le Régime général</i>	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>5,0</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>3,9</i>
Prestations de régimes privés (6 %)	3,1	1,7	1,2	3,1	0,4	1,7	4,9	4,3	2,2	4,5	3,7
Prestations directes d'employeur (14 %)	1,5	1,9	2,3	2,3	1,8	-1,1	3,4	4,6	-0,9	2,9	4,3
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	0,8	4,4	0,2	4,1	-4,1	-0,7	5,2	4,3	0,6	0,9	4,6
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,1</b>	<b>4,1</b>	<b>6,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	-7,6	2,4	1,5	1,8	1,1	1,3	-5,3	3,4	0,6	-5,9	4,0
<i>dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (59%)</i>	<i>3,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>4,1</i>	<i>5,0</i>	<i>2,9</i>	<i>2,8</i>	<i>4,9</i>	<i>3,7</i>
<i>Cotisations des salariés (34 %)</i>	<i>-21,4</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>-19,9</i>	<i>3,9</i>	<i>-2,8</i>	<i>-20,5</i>	<i>4,5</i>
<i>Cotisations des non salariés (8 %)</i>	<i>-28,6</i>	<i>10,4</i>	<i>-4,9</i>	<i>11,1</i>	<i>-5,2</i>	<i>-4,2</i>	<i>-21,2</i>	<i>5,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-24,8</i>	<i>4,6</i>

■ Prévission

NB : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Malgré le plan de rétablissement des comptes de la Sécurité Sociale, en grande partie fondé sur la maîtrise des dépenses maladie, les prestations sociales en espèces versées par la branche maladie (essentiellement des indemnités journalières) ont gardé une croissance soutenue en 1999 (+4,0% en moyenne annuelle après +4,0% en 1998).

En ce qui concerne les prestations sociales versées par la branche vieillesse, leur progression a été identique à celle de l'année précédente (+3,8% en moyenne annuelle).

De la même façon qu'en 1998, à l'occasion de l'annonce du relèvement des minima sociaux<sup>(1)</sup> de 2% au premier janvier 2000, le gouvernement a décidé le versement d'une "prime exceptionnelle" pour les titulaires de ces allocations. Cette prime s'élève à environ 1,6 milliard de francs versés en décembre 1999.

Le projet de loi de finances de la Sécurité Sociale pour l'année 2000 permet d'anticiper une stabilisation du rythme de progression des prestations sociales. Globalement, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages devraient rester sur une pente de l'ordre de 2,0% au cours du premier semestre de 2000.

Un coup de pouce de 0,3 point est prévu sur les branches famille et vieillesse. En effet, la Base Mensuelle des Allocations Familiales (BMAF), ainsi que les pensions de retraite sont revalorisées de 0,5% (au lieu de 0,2% à législation inchangée).

L'ONDAM (Objectif National des Dépenses Maladie) est fixé à +2,5% en 2000 par rapport aux objectifs rebasés de 1999 ; sur la base de l'objectif initial de 1999 (629,9 milliards de francs), la hausse est de 4,5%. En ce qui concerne les indemnités journalières, elles devraient fortement ralentir en 2000, en raison des mesures prises par le gouvernement concernant les arrêts de travail donnant lieu à des indemnités journalières.

La convention d'assurance chômage, qui était normalement applicable du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1999, est prorogée de six mois ; cette prorogation vaut également pour les autres dispositifs liés à l'UNEDIC, comme l'ARPE et les conventions de coopération. Cependant, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi devrait tout de même entraîner un ralentissement des prestations versées par la branche chômage au premier semestre de 2000.

Enfin, les prestations sociales directement versées par les administrations publiques, malgré la revalorisation des minima sociaux et sous l'hypothèse d'une reconduction de la majoration de l'ARS (Allocation de Rentrée Scolaire), ne devraient pas connaître de hausse significative.

### Des prélèvements sur les ménages dynamiques

En 1999, les prélèvements obligatoires ont accéléré (+6,0% en moyenne annuelle, après +4,3% en 1998).

Les taux de cotisations du régime général sont restés inchangés. Seuls les régimes complémentaires (AGIRC-ARRCO), dans le cadre du rétablissement de leurs comptes décidé en avril 1996, ont augmenté leur taux à la hauteur des années précédentes. Le poids des cotisations sociales sur les revenus est donc resté stable en 1999<sup>(2)</sup>.

Le dynamisme des prélèvements résulte donc essentiellement de celui de l'impôt sur le revenu. En effet, outre la baisse du plafond du quotient familial qui est venue compenser le rétablissement de l'universalité

(1) sont concernés le RMI (Revenu Minimum d'Insertion), l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) et l'AI (Allocation d'Insertion).

(2) Les allègements de cotisations sociales, prévus par la loi dans le cadre de la réduction du temps de travail, concernent en effet les cotisations employeurs.

## DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67 %)	2,1	1,9	2,1	2,2	2,4	3,8	4,0	4,3	3,1	4,1	4,1
dont Salaire moyen par tête	0,8	1,0	1,0	0,9	1,0	2,5	1,8	1,9	2,4	2,0	1,9
Sociétés financières (5 %)	1,0	0,7	0,8	1,1	1,4	1,8	1,6	1,9	2,3	1,4	1,8
Administrations publiques (25 %)	2,2	1,7	1,9	1,3	1,6	2,4	4,0	3,2	1,8	3,7	3,5
Ménages hors EI (1,8 %)	3,2	3,3	2,6	2,6	2,8	5,5	6,6	5,3	7,0	6,3	5,7
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>2,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

des allocations familiales, la croissance de cet impôt a résulté de la forte progression des revenus en 1998, en particulier dans les tranches les plus élevées.

Les mesures annoncées à la mi-mars par le gouvernement n'ont pas d'incidence sur les modalités des prélèvements pesant sur le revenu des ménages au premier semestre de 2000. La croissance des prélèvements directs refléterait donc celle des revenus d'activité.

### **Les revenus financiers soutiennent le revenu des ménages**

Le solde des revenus de la propriété s'est encore inscrit en nette accélération en 1999 (+9,3% en moyenne annuelle, après +7,4% en 1998). Il est en

grande partie soutenu par des revenus distribués des sociétés toujours très dynamiques (+18,1% en 1999, après +14,6% en 1998).

Au premier semestre de 2000, les revenus financiers soutiendraient toujours le revenu des ménages malgré un ralentissement (+3,7% en glissement semestriel, après +4,8% à la fin du second semestre de 1999). En effet les revenus distribués des sociétés, tout comme les revenus de la propriété distribués, restent très dynamiques (respectivement +4,9% et +3,8% en glissement semestriel à la fin du premier semestre de 2000). En revanche, les intérêts versés par les ménages retrouveraient une croissance positive en 2000 sous l'effet de la remontée des taux longs. ■

# Consommation des ménages

En 1999, les dépenses de consommation des ménages se sont accrues de 2,3% en moyenne annuelle. Après une légère inflexion en début d'année, la consommation a retrouvé au printemps un rythme de croissance assez soutenu. Elle a été stimulée par le dynamisme du pouvoir d'achat du revenu et un climat de confiance très favorablement orienté, en phase avec la progression de l'emploi et la baisse du chômage.

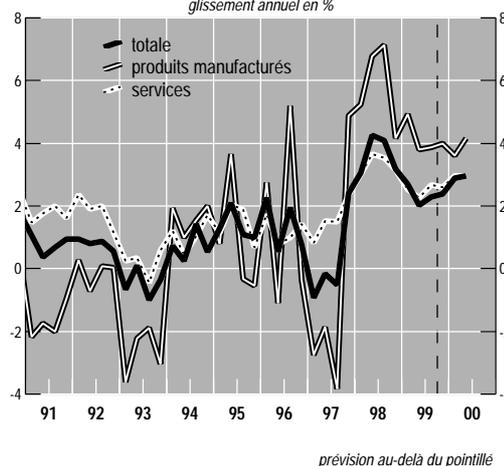
Cette dynamique ne devrait pas connaître d'inflexion au premier semestre de 2000. Les dépenses de consommation des ménages continueraient de progresser à un rythme annuel proche de 3%, un peu supérieur à la progression du pouvoir d'achat.

Le taux d'épargne diminuerait donc très légèrement au premier semestre de l'année 2000. L'amélioration continue de la situation sur le marché du travail, garante du dynamisme du revenu et d'un niveau de confiance toujours élevé, inciterait les ménages à réduire leur épargne de précaution, en dépit de la remontée des taux d'intérêt.

## Croissance vigoureuse de la consommation en 1999

Après une croissance exceptionnelle en 1998 (+3,6% en moyenne annuelle), les dépenses de consommation des ménages sont restées soutenues en 1999. Leur progression s'établit à 2,3% en moyenne an-

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES  
aux prix de 1995  
glissement annuel en %



nuelle. Après une légère inflexion en début d'année, la croissance des dépenses de consommation s'est poursuivie à un rythme régulier de l'ordre de 3% jusqu'à la fin de l'année. Ce dynamisme traduit la vigueur du revenu disponible qui, dans un contexte de modération salariale, a bénéficié de l'accélération de l'emploi (+2,7% en glissement annuel en 1999 après +2,1% en 1998). Par ailleurs, les gains de pouvoir d'achat du revenu n'ont été que modérément affectés par la hausse de l'inflation en fin d'année, alors que la baisse du chômage a été soutenue. Dans ce cadre, la confiance des ménages n'a cessé de s'améliorer. L'indicateur résumé de confiance des

## DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.						
<b>Dépenses totales de consommation des ménages <sup>(1)</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,2</b>	<b>2,4</b>	<b>0,2</b>	<b>3,6</b>	<b>2,3</b>
dont :											
- Alimentation (19,2%)	0,2	0,2	1,1	1,0	0,9	2,4	0,4	2,2	0,5	1,7	1,6
- Énergie (7,6%)	4,8	1,4	-2,2	1,8	0,5	-2,4	6,2	-0,4	-1,8	3,3	0,5
- Services (48,2%)	2,0	1,1	1,1	1,5	1,5	2,4	3,2	2,6	1,5	3,3	2,5
- Produits manufacturés (25,0%)	2,3	1,8	1,9	2,0	2,1	4,9	4,2	4,0	-1,0	5,8	4,1
<b>Dépenses individualisables des administrations</b>	<b>1,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>
<b>Consommation effective totale</b>	<b>2,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,4</b>	<b>0,5</b>	<b>3,4</b>	<b>2,2</b>

■ Préviation

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

consommateurs, mesuré par les enquêtes de conjoncture, a enregistré une vive progression tout au long de 1999, pour atteindre des maxima historiques à la fin de l'année.

## Dynamisme maintenu au premier semestre de 2000

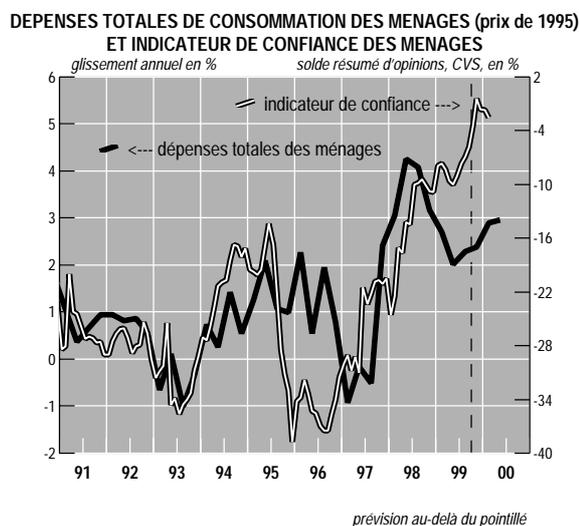
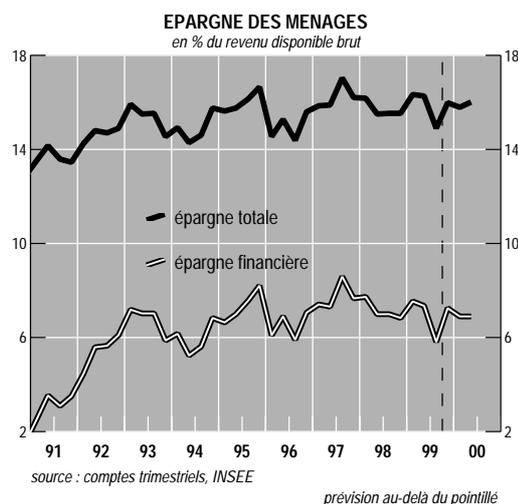
Le rythme de croissance des dépenses de consommation devrait se maintenir à l'horizon du premier semestre de 2000. Les dernières enquêtes de conjoncture enregistrent un tassement de la confiance au début de 2000. Mais celle-ci reste à des niveaux très élevés et les perspectives d'emploi demeurent favorablement orientées. Au total, la progression des dépenses de consommation se maintiendrait à un rythme annuel proche de 3% au premier semestre, rythme légèrement supérieur à celui du revenu réel.

## Croissance soutenue des achats en produits manufacturés

La consommation de produits manufacturés a été particulièrement soutenue en 1999 (+4,1% en moyenne annuelle). Ce dynamisme est essentiellement imputable aux dépenses en biens durables (+7,8%), et en particulier aux achats d'automobiles (+10,1%). Les dépenses en véhicules neufs (près de 2,15 millions d'immatriculations sur l'ensemble de l'année) ont notamment bénéficié d'une baisse de prix significative (-0,9%), allant de pair avec de nombreuses campagnes de promotion dans un secteur très concurrentiel. Les ménages ont également fortement accru leurs achats en produits de l'électronique grand public (+13,0%) et, dans une moindre mesure, en électroménager (+5,2%).

Les achats en textile et habillement ont fléchi à l'été, essentiellement en raison de conditions climatiques peu propices, mais elles se sont vivement redressées en fin d'année, leur progression s'établissant à 1,9% en moyenne annuelle.

A l'image des immatriculations enregistrées sur les deux premiers mois de l'année (185 000 par mois), les dépenses des ménages en automobiles devraient rester soutenues au premier semestre de 2000. Les dépenses en biens d'équipement du logement<sup>(1)</sup> devraient être favorablement orientées au premier semestre de 2000. Les dépenses en électronique se



sont en effet vivement accrues en début d'année, bénéficiant à la fois de l'engouement des ménages pour les produits de "nouvelles technologies" et d'une baisse ininterrompue des prix. Les dépenses en produits manufacturés traditionnels devraient se maintenir sur un rythme de progression de l'ordre de 2,5% au premier semestre de 2000.

(1) Ameublement, électronique et électroménager.

## TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.			
Taux d'épargne	15,9	15,5	16,3	15,4	15,9	16,3	15,7	15,9
Taux d'épargne financière	7,4	6,9	7,4	6,5	6,9	7,7	7,1	7,0

■ Prévision

Au total, les dépenses en produits manufacturés resteraient favorablement orientées, avec un glissement annuel qui se stabiliserait à 4% sur le semestre.

### **Progression plus modérée des dépenses en autres biens**

Les dépenses de consommation des ménages en produits énergétiques (+0,5% en moyenne annuelle) ont été freinées en 1999 par le vif renchérissement du prix des carburants et des combustibles. Elles ne se redresseraient que très progressivement au cours de cette année.

Soutenue par une reprise en fin d'année, la progression des dépenses alimentaires a atteint 1,6% en 1999. Elle devrait se poursuivre à un rythme de l'ordre de 1,5% au premier semestre de 2000.

### **Forte consommation en services touristiques et en télécommunications**

En 1999, les dépenses de consommation en services ont progressé de 2,5% en moyenne annuelle. Elles ont en particulier bénéficié de la vigueur de la consommation en services liés au tourisme, tant de la part des résidents que des touristes étrangers. Les dépenses d'hôtels-café-restaurants se sont ainsi accrues de 3,2% et celles de transports et voyages de 3,7%. Par ailleurs, les dépenses en services de télécommunications, stimulées par l'essor de la téléphonie mobile et, dans une moindre mesure, d'internet, ont progressé de plus de 8% en 1999, tandis que les dépenses en téléphonie traditionnelle reculaient nettement. Les baisses ininterrompues de prix dans ce secteur devraient continuer d'imprimer à ces services liés aux nouvelles technologies un rythme de progression élevé en 2000. Au premier semestre de 2000, les dépenses en services se maintiendraient sur un rythme annuel voisin de 2,5%. ■

# Investissement

L'investissement des entreprises est resté aussi dynamique en 1999 qu'en 1998 : il progresse de 7,4% après 7,3%. Un tel rythme, nettement supérieur à celui observé lors de la reprise de 1994-1995, est proche de celui de la fin des années 1980. Il résulte du dynamisme de la demande et de conditions de financement très favorables.

Les taux d'intérêt réels restent très modérés en dépit du mouvement récent de remontée. Ces conditions de financement externe propices se sont en outre accompagnées d'une amélioration des capacités d'autofinancement des entreprises, grâce à la progression du taux de marge associée à l'accélération de l'activité.

L'amélioration des perspectives de débouchés, avec le rebond de la demande étrangère en produits manufacturés à compter du second trimestre et la vigueur de la demande adressée au secteur tertiaire tout au long de l'année, ont conforté les projets d'investissement des chefs d'entreprise. L'effort spécifique d'investissement informatique a aussi contribué à ce rythme de progression soutenu.

Au premier semestre de 2000 l'investissement, s'appuyant sur une demande toujours favorable, devrait rester dynamique. La remontée des taux d'utilisation et l'apparition de certains goulots devraient soutenir les dépenses d'équipement. Les conséquences des tempêtes du mois de décembre induiraient en outre

un léger surcroît de dépenses de construction. Seul l'investissement en logiciels pourrait ralentir légèrement au premier semestre, après l'effort consenti pour le passage à l'an 2000.

## Demande dynamique et conditions de financement exceptionnelles en 1999

Le ralentissement de l'effort d'équipement, consécutif au ralentissement général de l'activité observé à l'hiver 1998/1999, n'aura été que transitoire et finalement peu marqué. Dès le premier semestre de 1999 les entreprises ont à nouveau investi à un rythme soutenu, bénéficiant de conditions de financement très favorables.

Dans l'industrie, l'accélération de la demande, sensible dès la fin du deuxième trimestre, a conforté la progression soutenue des dépenses d'équipement. L'amélioration des soldes d'opinion sur les perspectives de demande a été nette dès la fin du premier semestre. La reprise forte des exportations et l'accélération de l'activité se sont accompagnées d'une nette progression des taux d'utilisation des capacités de production. Ceux-ci ont fortement augmenté en fin d'année, pour s'établir à des niveaux supérieurs de deux points dans l'industrie manufacturière à la moyenne de longue période. Le dynamisme de l'activité dans le tertiaire et l'effort d'équipement induit

## INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1995	1996	1997	1998	1999
<b>Par secteur d'activité (1)</b>					
Agriculture (8%)	9,0	8,2	10,9	0,2	0,0
Industrie (35%)	5,6	9,0	2,1	9,3	8,0
dont industrie manufacturière	13,5	11,7	1,7	8,8	7,0
Construction (2%)	4,6	-13,0	-7,0	6,7	7,0
Tertiaire (55%)	0,1	-5,9	0,9	6,5	8,1
Ensemble des SNFEI	<b>2,8</b>	<b>0,3</b>	<b>2,0</b>	<b>7,3</b>	<b>7,4</b>
<b>Par produit</b>					
Produits manufacturés	5,7	2,1	3,9	10,9	9,4
Bâtiment et travaux publics	-2,3	-8,7	-5,7	-0,1	2,9

Source : Comptes nationaux annuels et trimestriels

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1997

par la préparation du passage à l'an 2000 ont également déterminé un surcroît de dépenses d'équipement.

Enfin l'autofinancement des entreprises a évolué favorablement. Malgré le renchérissement des coûts de production entraîné par la diffusion de l'augmentation des prix du pétrole, les marges d'exploitation ont progressé grâce aux gains de productivité. Ainsi d'après les réponses à l'enquête de conjoncture sur l'investissement d'octobre, dernière enquête où les chefs d'entreprise ont été interrogés sur les facteurs influençant l'investissement, le contexte de financement était jugé positif, plus favorable encore qu'en début d'année.

### **Effort d'investissement particulièrement élevé dans l'automobile, les biens de consommation et le tertiaire**

L'investissement en produits manufacturés a augmenté en moyenne annuelle d'un peu plus de 9% en volume en 1999, soit un rythme proche de celui atteint l'année précédente. La baisse des prix de la formation du capital fixe - le recul des prix a été d'un peu plus de 2% en 1999 - a également constitué un facteur propice aux dépenses d'équipement. La vigueur de l'investissement en produits manufacturés s'est manifestée en particulier dans le domaine des biens d'équipement avec une progression de l'ordre de 10% en un an, notamment pour les dépenses en matériel informatique. La progression de l'investissement en bâtiment a elle aussi été significative, atteignant pratiquement le rythme de 3% en moyenne annuelle alors qu'il avait stagné en 1998. S'agissant des investissements en services enfin, la progression soutenue, de l'ordre de 6% en un an, a pour plus de moitié résulté de l'augmentation des dépenses en services informatiques et logiciels.

Dans l'industrie, l'investissement a progressé en moyenne annuelle de 8%. Il a été particulièrement dynamique dans le secteur automobile, où la progression du montant des dépenses d'équipement a atteint environ 20% en 1999, et dans le secteur des biens de consommation.

La robustesse de l'investissement en 1999 s'explique aussi par le dynamisme du secteur tertiaire. L'investissement y a progressé de 8% en 1999, contre un peu plus de 6% en 1998. Moins exposée aux chocs internationaux, l'activité y a en effet été peu affectée par le ralentissement conjoncturel et son accélération a été vive au second semestre. Ce dynamisme notamment ressenti dans les services aux entreprises, a contribué au rythme d'équipement élevé. L'investissement du secteur des transports a également été soutenu avec des livraisons d'avions en début d'année dans le transport aérien, et un rythme d'investissement vif dans les transports terrestres. La

reprise et l'accélération de l'activité du commerce au second semestre ont enfin également contribué au dynamisme de l'investissement.

### **Effort d'investissement encore soutenu au premier semestre de 2000...**

Au premier semestre de 2000, l'effort d'investissement devrait se poursuivre à un rythme soutenu. Le rythme annuel de l'investissement en produits manufacturés atteindrait 8%, en léger retrait seulement par rapport à la fin de l'année 1999. Les déterminants fondamentaux de l'investissement continuent d'évoluer comme en 1999. L'orientation de la demande et le niveau d'utilisation des capacités de production impliquent une vive progression des dépenses d'équipement, afin d'accroître les capacités de production. Par ailleurs, la remontée des taux longs n'est pas d'une ampleur telle qu'elle induirait un ralentissement de l'effort d'équipement. En revanche les dépenses en informatique pourraient ralentir.

### **... grâce à des perspectives de demande très favorables et aux besoins de reconstruction après la tempête**

Dans l'industrie les perspectives de demande resteraient favorables. Les carnets de commande globaux se stabilisent en effet à un niveau élevé, et les carnets de commande étrangers continuent de progresser légèrement. De façon cohérente le solde d'opinion des industriels sur la demande étrangère prévue continue de progresser. Ces derniers points confortent les prévisions des industriels, telles qu'elles ressortent de l'enquête de conjoncture sur l'investissement, notamment dans l'automobile et les biens intermédiaires. D'après cette enquête, les industriels se montrent relativement optimistes dans leurs prévisions d'investissement pour l'an 2000, révisant dans leur ensemble à la hausse leurs précédentes prévisions du mois d'octobre : l'investissement progresserait de 9% en valeur en 2000 - contre 3% initialement prévus en octobre - , après 6% en 1999. Les grossistes, quant à eux, confirment que leurs intentions de commande en équipements industriels sont bien orientées, comme l'indiquent leurs réponses à l'enquête sur le commerce de gros.

Les dépenses d'investissement augmenteraient à un rythme encore assez élevé dans le secteur tertiaire. Les perspectives d'activité restent soutenues dans les services aux entreprises (hors intérim). Les tempêtes amèneraient en outre un surplus d'activité dans la construction. Une partie des travaux de réparation des immeubles et de remise à niveau des réseaux électriques se traduirait par un surcroît d'investissement en ce début d'année 2000. ■

# Stocks

Après avoir pesé sur la croissance au premier semestre, les variations de stocks ont contribué pour 0,1 point au glissement du PIB du second semestre de 1999. Cette orientation favorable du comportement de stockage reflète le redressement des anticipations de demande de la part des entreprises avec la reprise de l'activité intervenue dès le printemps de 1999. Elle tient aussi au redressement des anticipations de prix, sous l'effet de la hausse des prix du pétrole et des prix des matières premières industrielles. La fermeté de la demande et la poursuite de l'augmentation des prix, notamment pour les biens intermédiaires, devraient prolonger ce comportement en début d'année. La contribution des variations de stocks s'élèverait ainsi à 0,2 point environ au cours du premier semestre de 2000.

## Mouvement de restockage

Les mouvements de stocks dans l'ensemble de l'économie ont essentiellement été marqués par ceux de l'industrie manufacturière. Dans l'énergie, le déstockage en cours d'année 1999, lié à la forte hausse du prix du pétrole, aura aussi pesé sur l'activité.

Après avoir handicapé l'évolution de la production manufacturière au début de 1999, le mouvement des stocks y a contribué positivement en fin d'année. Ce comportement favorable traduit le redressement des anticipations de demande de la part des entreprises tout au long de l'année dernière, comme le met en évidence l'amélioration de l'opinion des industriels aussi bien sur leurs perspectives de production que sur leurs carnets de commande. Au redressement des anticipations de demande s'est ajouté celui des anticipations d'évolution de prix. Ces dernières remontent depuis le printemps de 1999 dans les

enquêtes de conjoncture dans l'industrie, en lien avec la hausse des prix du pétrole et des matières premières industrielles.

Le profil trimestriel de la fin de l'année 1999 a été très heurté. Au troisième trimestre, la vigueur de la demande, et plus particulièrement de la demande étrangère, paraît avoir surpris les entreprises. Celles-ci ont par conséquent puisé dans leurs stocks afin de pouvoir répondre au choc de demande, entraînant le fort mouvement de déstockage observé au troisième trimestre de 1999. La reconstitution des stocks qui a suivi s'est traduite par une contribution à la croissance de la production manufacturière de plus de 1% au quatrième trimestre.

Les anticipations de demande et de prix pour le premier semestre de 2000 restent toujours favorables au comportement de stocks. D'après les dernières enquêtes mensuelles dans l'industrie, l'opinion sur les stocks se situe à un niveau bien en deçà de la normale. La contribution des stocks au glissement de la production manufacturière pourrait ainsi s'élever à environ 0,5 point au premier semestre de cette année.

## Faible niveau des stocks dans l'ensemble des branches manufacturières

L'opinion des industriels des biens intermédiaires sur leurs stocks se situe désormais à un niveau pratiquement égal à son minimum historique, après avoir été au contraire proche de son maximum au début de l'année dernière. La reprise de l'activité en Europe, et notamment celle des échanges industriels, a fortement sollicité les entreprises du secteur, dont les carnets de commande se sont continuellement rem-

### STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1996	1997	1998	1999		1997		1998		1999		2000
					1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.
-30,5	-5,0	22,7	-5,2	Variations de stocks en Mds de F 1995	-6,5	1,5	16,3	6,4	-2,2	-3,1	15,9
-0,6	0,3	0,3	-0,3	Contribution des variations de stocks à l'évolution de la production manufacturière (en points)	-0,5	0,8	1,2	0,8	-0,4	-0,8	1,0

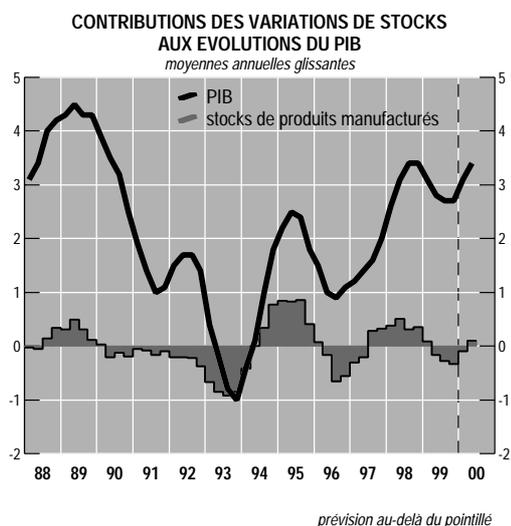
■ Préviation

plis depuis le printemps dernier. Dans ce contexte où, de plus, les prix de vente se redressent sensiblement depuis le creux du début de 1999, l'incitation au restockage est grande. La contribution des stocks à la production de cette branche observée au second semestre de l'année dernière (environ 1,5 point), devrait par conséquent rester perceptible au premier semestre de cette année.

Dans la branche des biens d'équipement professionnel, la fin de l'année dernière a été marquée par un mouvement heurté de déstockage au troisième trimestre puis de stockage au quatrième. Abstraction faite de ce mouvement, lié à la livraison d'aéronefs (Airbus), les entreprises de cette branche devraient être incitées à constituer des stocks en raison de la fermeté de la demande qui leur est adressée. En particulier, le rythme soutenu d'investissement sur lequel l'ensemble des entreprises semblent s'être engagées (plus de 7% en moyenne annuelle depuis deux ans), contribue massivement à alimenter les carnets de commande des industriels de la branche des biens d'équipement professionnel.

La tendance de la production se maintient sur un rythme de croissance très élevé dans la branche automobile. Après le creux du printemps dernier, les carnets de commande des industriels de cette branche retrouvent désormais leurs niveaux records de 1998 et témoignent de la très forte demande (notamment étrangère) à laquelle les entrepreneurs sont confrontés. Celle-ci a été d'une vigueur inattendue l'été dernier, contraignant les industriels au déstockage qui a été observé au troisième trimestre de 1999. D'après les dernières enquêtes de conjoncture, l'opinion des chefs d'entreprise sur leurs stocks reste nettement en deçà de son niveau normal, même si elle s'est redressée. Le bas niveau des stocks et la vigueur de la demande devraient au total inciter les industriels de la branche automobile à poursuivre la reconstitution de leurs stocks amorcée dès l'automne dernier.

Le comportement de stockage favorable à l'activité observé dans la branche des biens de consommation depuis le deuxième trimestre de 1999 devrait se poursuivre au premier semestre de cette année. En effet, comme dans les autres branches manufacturières, les industriels de cette branche jugent le niveau de leurs stocks nettement inférieur à la normale, et la



demande est soutenue, comme le reflètent les carnets de commande, qui avoisinent leur maximum historique.

### **Retour à une situation plus normale dans l'énergie et le bâtiment**

Dans l'énergie, les variations de stocks ont pesé pour près de 2 points sur la production en 1999. La forte hausse des prix du pétrole a incité les entreprises à puiser dans leurs stocks plutôt qu'à s'approvisionner à un coût bien plus élevé. Néanmoins, la stabilisation des prix du pétrole et le bas niveau atteint par les stocks devraient les conduire à adopter un comportement de stockage moins défavorable. Au premier semestre de cette année, la contribution des variations de stocks à la production deviendrait nulle.

Dans la branche bâtiment-travaux publics, la progression continue de l'activité depuis plus de 2 ans a incité les entreprises à adopter un comportement de stockage favorable à la croissance, en 1999 comme en 1998. Toutefois, l'inflexion des carnets de commandes tirée de l'enquête de conjoncture dans la construction immobilière suggère que la demande de logement adressée aux entreprises du bâtiment devrait ralentir. ■

# Production

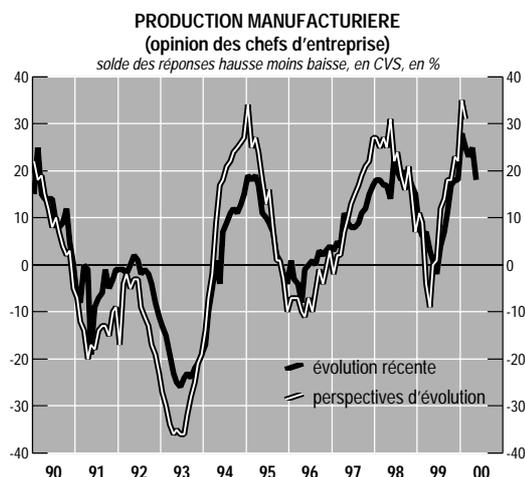
Après le ralentissement des branches les plus exposées à la crise des pays émergents, la production globale s'est installée sur une pente de croissance de l'ordre de 4% dès le deuxième trimestre. Ce redressement tient pour une large part au rebond de l'activité industrielle dont les effets d'entraînement ont été sensibles dans les services, les transports et le commerce de gros. Dans l'énergie, la production s'est fortement redressée en milieu d'année, après le choc lié à la hausse brutale du prix du pétrole. Enfin, l'activité est restée extrêmement vigoureuse dans la construction, notamment en raison de l'arrivée à terme du dispositif Périssol.

En début d'année 2000, la production totale progresserait encore à un rythme voisin de 4%. La production manufacturière continuerait d'être portée par le dynamisme de la demande intérieure et des exportations. L'activité dans les services ne s'infléchirait que légèrement, avec le ralentissement de l'intérim. La construction de logements devrait être touchée par l'arrêt du dispositif Périssol, mais les dépenses liées à la tempête de décembre 1999 entraîneraient une accélération des dépenses d'entretien et de travaux publics.

## Activité soutenue après un début de 1999 difficile dans l'industrie

L'industrie manufacturière a enregistré les effets de la crise des pays émergents. Son évolution en moyenne annuelle (3,2% en 1999, après 5,6% en 1998) reflète essentiellement le ralentissement de l'hiver 1999 suivi par une croissance soutenue et régulière sur les trois trimestres suivants. La poursuite de la croissance de la demande intérieure et de la demande mondiale permet d'anticiper un premier semestre de 2000 assez dynamique.

En 1999, l'automobile est le secteur de industrie manufacturière où la croissance a été la plus forte, avec un glissement annuel de la production de 5,7%. Le secteur a en particulier été porté par le dynamisme de la demande étrangère et de la consommation des ménages. Les immatriculations de véhicules neufs ont été soutenues (+7,6% en glissement annuel après +13,2% en 1998), avec un excellent troisième trimestre.



Dans le secteur des biens d'équipement, l'activité a été très dynamique tout au long de l'année 1999. Le secteur n'a pas connu d'infléchissement en début d'année.

Malgré un premier trimestre en léger retrait, l'activité dans les biens intermédiaires, poussée par des exportations vigoureuses, a été assez dynamique en 1999. Dans la branche des biens de consommation, l'activité a été soutenue par la demande des ménages en 1999 en dépit d'un troisième trimestre assez médiocre.

La vigueur de la demande intérieure devrait continuer de soutenir la production manufacturière en début d'année. Le rythme de croissance devrait ainsi se stabiliser un peu au-dessus de 6% au premier semestre de 2000. L'investissement productif resterait dynamique. L'enquête investissement suggère en effet une accélération des dépenses d'équipement en 2000 et l'opinion sur les carnets de commandes se situe à un très haut niveau. L'activité du secteur des biens d'équipements et du secteur automobile ne devrait pas décélérer. Dans le secteur des biens intermédiaires, l'activité devrait conserver un rythme de croissance très soutenu, comme en atteste l'opinion sur les carnets de commandes issue de l'enquête activité (en particulier concernant les carnets étrangers). Par ailleurs, la consommation des ménages devrait rester vigoureuse au premier semestre de 2000 : elle soutiendrait la branche des biens de consommation comme le secteur automobile.

## Les services restent dynamiques

La croissance de la production de services marchands hors transports a atteint 3% en 1999 (en moyenne annuelle), soit une progression comparable à celle de 1998. Après un léger ralentissement au premier trimestre, l'activité a accéléré en milieu d'année dans les services aux particuliers et aux entreprises, en relation avec l'accélération de la production dans l'industrie.

La croissance a été vive en 1999 dans les services aux entreprises. Les activités informatiques et le travail temporaire, secteurs phares en 1998, ont connu un début 1999 morose mais ont fortement accéléré en fin d'année.

Les activités immobilières ont crû fortement en 1999, en particulier au premier semestre. Dans la promotion immobilière, la seconde moitié de l'année a été marquée par la fin de l'application de l'amortissement Périssol qui avait soutenu l'activité au premier semestre. La location immobilière a progressé rapidement au premier semestre avant de décélérer au second.

Dans les services aux particuliers, l'activité a stagné au premier semestre de 1999. La croissance a repris au deuxième semestre, soutenue par le rebond de la consommation des ménages.

Les enquêtes suggèrent que l'activité pourrait légèrement ralentir au début de l'année 2000. La période serait marquée par un ralentissement de l'intérim, après la très forte croissance de la fin 1999. Le début de l'année 2000 devrait également enregistrer un ralentissement du secteur de la location immobilière, particulièrement pour les entreprises spécialisées dans la location qui pourraient pâtir de la mise sur le marché de logements Périssol. Malgré la reprise de la consommation des ménages, les professionnels interrogés à l'enquête de conjoncture dans les services anticipent un léger ralentissement de l'activité dans les services aux particuliers en début d'année 2000. En revanche, l'activité et les effectifs prévus semblent bien orientés dans les services aux entreprises (hors intérim).

## Croissance forte dans les transports

Les transports ont enregistré une croissance très vive en 1999, proche de 5% en moyenne annuelle. En liaison avec la conjoncture industrielle, la progression des activités de transports de marchandises a été plus forte que celle des transports de voyageurs. Le transport international, en baisse au début 1999 en raison du ralentissement des échanges extérieurs, s'est nettement redressé en milieu d'année. Comme en 1998, le fret routier a principalement profité de ce trafic important, le fret ferroviaire ayant au contraire diminué. Le transport ferroviaire de voyageurs a de son côté progressé de près de 3% en 1999. Le trafic a été soutenu par le dynamisme des lignes TGV, alors que le nombre de voyageurs reculait sur les autres grandes lignes. Enfin, le trafic aérien a fortement augmenté en 1999 (d'environ 10% pour le trafic international, et de 7% pour le trafic national).

D'après les résultats de l'enquête du ministère des transports, les transporteurs routiers anticipent un ralentissement de leur activité au premier semestre de 2000. Le dynamisme du trafic TGV et aérien devrait pour sa part se poursuivre.

## Optimisme dans le commerce de gros

L'activité dans le commerce de gros a été assez peu dynamique durant le premier semestre de 1999, mais bien orientée au second semestre. Les perspectives générales d'activité ont ainsi atteint un record historique en septembre-octobre 1999. Cette accélération de l'activité globale concerne particulièrement les biens intermédiaires destinés à l'industrie et à la construction, les biens d'équipement du BTP et les biens de consommation non alimentaires. Le commerce de gros de biens de consommation alimentaires est demeuré quant à lui peu soutenu.

Les ventes à l'étranger se sont dans l'ensemble nettement renforcées au cours du deuxième trimestre et se sont stabilisées en fin d'année. Toutefois, les exportations de biens d'équipement ont assez peu progressé au cours de l'année 1999.

## PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000 1 <sup>er</sup> S.	1997	1998	1999	1997	1998	1999
1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.								
Agro-alimentaire	1,0	0,4	0,9	1,4	1,0	1,4	1,4	2,4	1,4	0,1	1,2
Énergie	3,4	-0,4	-1,8	1,6	1,3	-0,8	3,0	-0,2	-0,8	3,3	-1,2
Produits manufacturés	2,5	0,7	1,9	2,8	3,2	8,0	3,2	4,7	6,8	4,9	3,7
Construction	0,6	2,0	2,2	1,6	2,0	-0,7	2,6	3,8	-1,9	1,9	4,1
Commerce - Transports	1,7	1,4	2,0	2,3	2,2	6,9	3,2	4,3	5,8	4,2	3,9
Services	2,1	1,5	1,3	2,0	1,6	3,1	3,6	3,4	2,6	3,9	3,1

■ Prévission

Pour le début de l'année 2000, les intentions de commandes sont globalement stables. Les grossistes anticipent par ailleurs une baisse de leurs importations. Celles-ci demeureraient néanmoins à un niveau élevé.

### **Stabilisation après une année dynamique dans le commerce de détail**

Après un premier trimestre de 1999 particulièrement dynamique, l'activité a ralenti aux deuxième et troisième trimestres, avant de retrouver un rythme soutenu au cours du quatrième trimestre. La situation du commerce spécialisé est cependant très hétérogène, certains secteurs, comme l'équipement du foyer, ayant connu une année globalement peu favorable.

Bien que les ventes aient été dynamiques dans le commerce spécialisé au début de l'année 2000, un léger repli des perspectives générales et une dégradation des intentions de commande laissent penser que l'activité devrait plutôt ralentir dans l'ensemble du commerce de détail.

### **Année faste dans la construction**

L'amélioration enregistrée dans le secteur de la construction en 1998 s'est nettement amplifiée en 1999 (+4,1% en moyenne annuelle, après 1,5%). Elle recouvre un net redressement dans la construction neuve et la poursuite d'une activité soutenue dans l'entretien-amélioration. L'activité des travaux publics a progressé sur l'année, mais à un rythme moindre.

En 1999, le nombre de mises en chantier de logements a dépassé 310 000, marquant une progression de 9% par rapport à 1998. Cet accroissement concerne les logements individuels (+10%) mais également les logements collectifs (+6%). Les mises en chantier de bâtiments non résidentiels ont enregistré une progression de 8% en 1999. Les plus fortes hausses concernent, comme en 1998, les bâtiments industriels (+45%) et les commerces (+16%).

L'ensemble des indicateurs récents dans la construction, qu'il s'agisse des autorisations ou des soldes d'opinion sur l'activité prévue et l'état des carnets de commandes, suggère que l'activité devrait conserver un rythme de progression élevé dans les mois à venir. Toutefois, une éventuelle poursuite de la hausse des tensions sur l'appareil de production pourrait en limiter la progression.

L'activité dans le logement individuel conserverait son dynamisme au premier semestre de 2000. En effet, l'augmentation des autorisations de permis de construire au deuxième semestre de 1999 (+5%) devrait se traduire par une hausse des mises en chantier. Le diagnostic concernant les logements collectifs est moins favorable. Les demandes de per-

mis de construire ont diminué de près de 28% en 1999, contrecoup de la hausse exceptionnelle précédant l'arrêt de la mesure Périssol. La hausse des mises en chantier en 1999 (+6,6%) repose essentiellement sur le premier semestre et les effets du pic d'autorisation de fin 1998. La baisse des mises en chantier au second semestre de 1999 devrait se traduire par une baisse de l'activité au premier semestre de 2000. En revanche, les perspectives de production en bâtiments neufs non résidentiels atteignent de très hauts niveaux, ce qui laisse augurer une nouvelle progression de l'activité en 2000.

Le secteur de l'entretien et amélioration a eu une activité soutenue en 1999, qui devrait se poursuivre dans les mois à venir. Il a notamment bénéficié de la diminution du taux de TVA à 5,5% à partir de septembre. Les entrepreneurs interrogés indiquent, depuis le début de l'année, une orientation à la hausse de leur activité, qui inclut les travaux de réparation liés aux intempéries de décembre. Cependant, l'ampleur des commandes dépassant les moyens disponibles, ce secteur risque d'être limité dans sa croissance, notamment en raison de difficultés de recrutement.

L'activité globale dans les travaux publics a progressé légèrement sur l'ensemble de 1999, la croissance des investissements des collectivités locales, et l'essor de la commande privée compensant la baisse des investissements en génie civil des entreprises nationales (dans le domaine du transport et de l'énergie). L'opinion sur l'activité prévue et l'état des carnets de commandes permet de prévoir un premier semestre de 2000 bien orienté. Il devrait être soutenu par les travaux de remise à niveau du réseau EDF après la tempête de décembre 1999.

### **Redressement marqué de la production énergétique**

La production d'énergie a stagné en 1999, avec une diminution de 0,2% en volume. La chute de la production de produits raffinés en 1999 résulte du fort effritement des marges de raffinage lié à la hausse brutale du cours du pétrole. Cette chute a été compensée par l'augmentation de la production d'électricité, notamment en raison du rattrapage des pertes de production après les fermetures de centrales au troisième trimestre de l'année 1998.

Avec la reconstitution progressive des marges, la production de produits raffinés s'est redressée en fin d'année 1999. Cette amélioration devrait se confirmer en 2000 avec la stabilisation progressive des prix du pétrole et l'afflux de la demande provoqué par la nécessaire reconstitution des stocks de produits raffinés. La production d'électricité resterait bien orientée.

## Croissance limitée de la production agricole

En 1999, la production agricole a progressé de +1,7% par rapport à 1998. La production céréalière s'est inscrite en recul de 5% par rapport à 1998. Cette baisse de la production s'explique notamment par la diminution des surfaces ensemencées du fait de l'augmentation du taux obligatoire de gel, de 5% à 10%. En revanche, la production d'oléagineux a connu une forte hausse (+16,7%), la production de colza augmentant fortement en 1999. Cette hausse

résulte de la progression notable des surfaces ensemencées. Le premier trimestre de 2000 devrait être marqué par une reprise de la production de blé sur le marché intérieur. La production viticole a connu une hausse de 4% en 1999. Cette augmentation s'explique par une récolte en hausse des vins de pays et des vins de table après la sécheresse de 1998, ainsi que des vins aptes à la production de cognac.

Le croît de cheptel a permis une augmentation de la production bovine de 3% sur l'année 1999. La production de porcins a été quant à elle en légère hausse.

## Les effets de la tempête

Les 26 et 27 décembre, l'Europe Occidentale a été traversée par deux tempêtes (Lothar et Martin) d'une rare intensité causant la mort de plus de 120 personnes (dont 88 victimes en France). Les dégâts sont considérables et touchent de nombreux secteurs de l'économie (électricité, communications, bâtiments). Selon certains historiens, il s'agit des plus violentes tempêtes que la France ait connues depuis le XVIIIème siècle.

Pour l'économie, ces pertes entraînent une détérioration des capacités de production. A terme, les réparations à engager impliquent un surcroît de demande : il faut investir pour remettre en état l'appareil productif. Certains secteurs, comme le bâtiment, seront particulièrement sollicités. Ce supplément de demande, adressé à une économie dont la capacité de production est dégradée, risque alors de renforcer les goulots de production et d'accroître les tensions sur certains prix.

En termes de comptabilité nationale, les pertes de capital n'ont pas d'incidence directe sur les grands indicateurs conjoncturels (et en particulier sur le Produit Intérieur Brut) de la France. Ceux-ci mesurent en effet des flux de production ou de consommation alors que les pertes affectent essentiellement le patrimoine (soit donc un stock). L'impact direct de la destruction de capital ne se verra que dans les comptes de patrimoine <sup>(1)</sup>. Schématiquement, la tempête se traduit sur les comptes par deux effets :

- l'activité du quatrième trimestre aura été légèrement affectée, plus particulièrement la production d'électricité et dans une moindre mesure les transports.
- l'activité en 2000 et 2001 est stimulée sous l'effet du surcroît de dépenses lié à la reconstruction.

Tel qu'il apparaît dans les indicateurs les plus récents, l'effet négatif sur l'activité du quatrième trimestre est quasiment imperceptible : les enquêtes, les comptes trimestriels et l'indice de production industrielle sont en effet peu affectés. La date des perturbations a certainement contribué à en limiter l'ampleur : traditionnellement, beaucoup d'entreprises ferment ou limitent leur activité entre

Noël et le Jour de l'an. A ce jour toutefois, on ne dispose pas encore de toute l'information sur la production en décembre 1999 et janvier 2000. Il n'est pas exclu que les évaluations ultérieures de l'activité ne mettent en évidence un impact légèrement plus sensible.

A partir du premier trimestre de 2000, la tempête induit un effet positif sur la production. D'importantes dépenses de réparation de la part des ménages, des entreprises et de l'Etat sont à attendre. L'investissement et la consommation seront ainsi stimulés.

Il est pour l'instant difficile d'évaluer de façon précise le montant des dépenses supplémentaires. On peut estimer à plus de 30 milliards de francs le montant des indemnités que devraient verser les assurances (cette somme se répartissant de façon égale entre ménages et entreprises). En s'inspirant de ce qui s'est passé pour d'autres catastrophes naturelles, on peut considérer que les franchises et dégâts non assurés représentent un tiers de plus, soit 10 milliards de francs. Il faut ajouter à cette somme les investissements des entreprises publiques et de l'Etat, soit environ 15 milliards de francs (dont 10 milliards pour le réseau électrique et 2 milliards pour les réseaux de télécommunication). Au total, les dépenses de reconstruction pourraient ainsi représenter 55 milliards de francs (soit environ 0,7% du PIB annuel).

Cette somme ne mesure pas le surcroît de PIB lié à la tempête. En effet, une partie des dépenses des entreprises seront des consommations intermédiaires. On peut en outre supposer qu'il y aura pour les ménages un effet de substitution : les ménages devant puiser dans leurs ressources pour financer la partie des dépenses à leur charge (franchise, biens non assurés). En parallèle, certaines dépenses prévues pourront être reportées pour faire face à des réparations urgentes. La capacité de production n'étant pas extensible, les goulots d'étranglement de la production étaleront sur plusieurs trimestres les investissements, si bien que le surcroît d'activité lié aux dépenses de reconstruction se diffusera au-delà de l'année 2000.

Le supplément de croissance lié à la tempête ne devrait donc pas dépasser 0,1 à 0,2% en 2000 et 2001. Même si certains secteurs devraient connaître des difficultés pour satisfaire la demande, les tensions sur les prix devraient être localisées et ne pas avoir d'impact visible sur l'indice d'ensemble.

(1) La mesure de la production des assurances pose un problème particulier, le versement des indemnités devant être considéré comme une basse brutale de la production en valeur. Ce traitement n'a pas été retenu : on traduira ce mouvement par un simple transfert de capital entre les assurances et les ménages.

Au contraire, la baisse de la production de volailles s'est accentuée tout au long de l'année 1999 (-4%). Ce recul a concerné l'ensemble des espèces, à l'exception du canard à gaver. Il témoigne de l'adaptation de l'offre au repli de la consommation intérieure, en partie dû à la crise de la dioxine, ainsi qu'aux difficultés rencontrées à l'exportation. Pour l'année 2000, la production porcine devrait continuer sa progression au premier semestre, et la production bovine se stabiliserait. Au contraire, les productions ovine et caprine devraient être orientées à la baisse.

La collecte laitière a connu une très légère croissance, mais le net repli du taux de matière grasse a provoqué une diminution du volume de la production laitière de 1,3% en 1999.

La croissance de la production de l'industrie agro-alimentaire s'est accélérée en 1999, sur un rythme annuel de +2,5% par rapport à 1998. La production

des industries de la viande et du lait a progressé de 1,4%. Les fabrications de yaourts et de fromages frais, notamment, ont progressé en réponse à une demande accrue. Les industries des viandes de boucherie et des préparations à base de viande se sont rétablies au cours de l'année 1999, mais la filière avicole a connu des difficultés liées à la lourdeur des stocks, aux difficultés d'exportation et au faible niveau de prix.

La production des autres industries agro-alimentaires s'est accrue de 3,3% en 1999, notamment au deuxième semestre. Cette augmentation explique à elle seule la forte croissance de la production des industries agro-alimentaires de 1999. L'industrie des boissons a été particulièrement dynamique, stimulée aussi bien par le marché intérieur que par les marchés extérieurs du fait des exportations de champagne et de cognac, surtout en fin d'année 1999. ■

# Résultats des entreprises

Les prix de production des entreprises se sont redressés en 1999 sous l'effet de la hausse des coûts de production et, dans une moindre mesure, à la faveur du redressement de l'activité. La remontée des cours des matières premières, en particulier des produits pétroliers, ainsi que l'impact du recul de l'euro face aux devises étrangères, ont pesé sur les coûts des consommations intermédiaires des entreprises à partir du milieu de l'année 1999. A l'inverse, les coûts salariaux sont restés modérés. En début d'année 2000, les pressions devraient s'alléger avec le ralentissement des coûts de production : les prix de production progresseraient à un rythme de l'ordre de 1,5%.

Les résultats des entreprises se sont améliorés à la fin de 1999 et continueraient de se redresser au premier semestre de 2000. Après s'être dégradé sous l'effet du ralentissement conjoncturel et de la hausse des prix du pétrole, le taux de marge des entreprises s'améliore en effet grâce à l'accélération cyclique des gains de productivité, à la modération des salaires réels et aux allègements de charges.

## L'accélération transitoire des coûts unitaires de production en 1999...

Les coûts de production se sont redressés à partir du deuxième trimestre de 1999 et continueraient d'augmenter au premier semestre de 2000. Pour l'ensemble des sociétés non financières, cette hausse a été rapide aux deuxième et troisième trimestres de 1999 (0,5% par trimestre) et aurait été plus modérée

dès le quatrième trimestre (0,3%). Ce ralentissement se poursuivrait au premier semestre de 2000 (un peu moins de 0,2%).

Cette évolution reflète essentiellement celle du coût des consommations intermédiaires. Celui-ci s'est nettement accru au milieu de l'année dernière du fait de la remontée des cours des matières premières, en particulier des produits pétroliers et de l'impact du recul de l'euro contre les principales devises mondiales. Le ralentissement du prix du pétrole devrait se répercuter sur les coûts des consommations intermédiaires au premier semestre. Après avoir augmenté de près de 4% en rythme annuel aux deuxième et troisième trimestres 1999, ils n'augmenteraient plus que de 1,2% au premier semestre de 2000.

Dans le même temps, l'évolution du coût salarial est venue modérer l'impact de la progression du coût des consommations intermédiaires. En effet, le coût salarial unitaire s'est stabilisé au deuxième trimestre de 1999, puis a diminué à partir du troisième trimestre. Dans un contexte de modération salariale, cette évolution s'explique par l'amélioration de la productivité liée à la reprise cyclique de l'activité dès le printemps et par l'extension des allègements des cotisations sociales employeurs qui accompagne la réduction de temps de travail. Au début 2000, le coût salarial unitaire continuerait de baisser légèrement avant de se stabiliser avec le ralentissement de la productivité et l'impact décroissant des allègements de charges. La poursuite de la réforme de la taxe professionnelle, entrée en vigueur en 1999, conduirait également à modérer les coûts de production au début de cette année.

## LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES SNF

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.						
Coût des consommations intermédiaires	-0,9	-0,6	0,5	1,7	0,6	1,2	-1,5	2,2	1,5	-0,9	0,5
Coût salarial unitaire	0,3	0,8	0,5	-0,3	-0,1	-1,1	1,1	0,2	-0,6	0,2	0,9
- Salaire (+)	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	2,6	1,8	1,8	2,4	2,0	1,9
- Productivité (-)	0,8	0,2	0,4	0,9	0,8	3,3	1,0	1,3	2,6	2,1	0,9
- Cotisations sociales employeurs (+)	0,3	0,0	-0,1	-0,3	-0,3	-0,4	0,3	-0,4	-0,4	0,3	-0,1
Coût unitaire total	-0,5	-0,1	0,5	0,9	0,3	0,4	-0,6	1,5	0,7	-0,5	0,6
Prix de production	-0,4	-0,6	0,2	1,2	0,8	0,8	-1,0	1,4	0,8	-0,4	0,0

■ Prévission

### ... se répercute sur les prix de production

Comme les coûts, les prix de production de l'ensemble des entreprises non financières se sont remis à augmenter au deuxième trimestre de 1999. Ils ont accéléré au second semestre et devraient ralentir un peu au premier semestre de cette année. Les branches les plus touchées pour le moment sont tout naturellement les branches en amont du processus de diffusion des coûts : l'énergie et les biens intermédiaires. La répercussion des hausses de coûts devrait se généraliser aux autres branches. Elle devrait néanmoins rester modérée en raison du ralentissement des coûts de production au début de cette année. Les prix de production de l'ensemble des entreprises non financières ainsi que de l'industrie manufacturière augmenteraient d'environ 1,5% en rythme annuel au premier semestre de 2000, soit un rythme légèrement plus important que celui de la hausse des coûts.

Dans la construction, la reprise de la demande dans un contexte de tensions sur les capacités de production s'est combinée à la hausse générale des coûts, si bien que les prix de production ont augmenté nettement en 1999. Les prix dans cette branche ralentiraient également au début de cette année.

### Augmentation du taux de marge des entreprises non financières à partir du quatrième trimestre de 1999

Le taux de marge des entreprises, qui avait légèrement décliné au cours des trois premiers trimestres de 1999, aurait sensiblement augmenté en fin d'année 1999 et augmenterait de façon plus modérée au premier semestre de 2000. Il passerait de 39,1% au troisième trimestre à 39,8% au quatrième trimestre. Ces variations reflètent les inflexions cycliques du taux de marge, mais aussi l'impact d'un certain décalage entre les prix et les coûts de production : en effet, les prix de production continuent d'accélérer alors que les coûts décélèrent déjà. Par la suite, la hausse de la productivité et la modération des salaires réels permettraient de nouvelles, mais plus lentes, hausses du taux de marge.

Dès le quatrième trimestre de 1999, le revenu des entreprises (solde après prise en compte des revenus nets de la propriété et des impôts sur le revenu) augmenterait sous l'effet de la hausse de l'excédent brut d'exploitation. Alors qu'il avait baissé depuis le début de 1998, le taux d'épargne des entreprises se redresserait ainsi pour atteindre 15,4% au deuxième trimestre de 2000. Cette croissance de l'épargne permettrait un redressement du taux d'autofinancement en dépit de la hausse sensible de l'investissement (2% par trimestre). ■